



CONSEIL FRANÇAIS DE L'ÉNERGIE
WORLD ENERGY COUNCIL

Appel du Conseil Mondial de l'Énergie à la COP21

L'action urgente nécessite de la solidarité au-delà du dogmatisme

Le Conseil Mondial de l'Énergie – World Energy Council – qui représente plus de 3 000 organisations (gouvernements, entreprises privées et publiques, universités, ONG et partenaires du secteur de l'énergie) demande que soient définies à Paris des orientations claires pour mettre fin à l'incertitude croissante qui fait planer une ombre sur le secteur de l'énergie depuis plusieurs décennies.

Les besoins urgents de la communauté de l'énergie sont :

- **Une détermination claire du prix du carbone, en ligne avec les objectifs mondiaux, qui permettra à tous de prendre des décisions économiques efficaces.** De toutes les mesures en cours de réalisation et discutées à Paris, c'est la priorité essentielle. Nous demandons que chacun fasse preuve de pragmatisme pour parvenir à un accord qui permette de poursuivre d'importantes actions au-delà du dogmatisme.
- **Une politique prévisible et des régulations équilibrées** pour débloquer les investissements nécessaires afin d'assurer une énergie abordable, sûre et durable. **Il est essentiel de réduire le risque politique.**
- **Une action décisive au niveau régional et national.** Seule l'adoption de politiques énergétiques nationales fortes et équilibrées peut apporter des progrès substantiels. L'ajout de la trajectoire des contributions prévues déterminées au niveau national (INDC) aux négociations est une étape importante. Cependant, décliner l'objectif international au niveau national pour l'énergie exige l'approche du Trilemme énergétique qui équilibre sécurité énergétique, environnement et agenda social.

Il est clair que nous ne sommes pas sur la trajectoire des 2°C. Nos scénarios montrent qu'avec les technologies existantes, les politiques en vigueur et le rythme d'innovation actuel, les émissions culmineront bien au-dessus des niveaux requis pour une trajectoire durable. Cela entraînera des coûts et des contraintes sur l'économie mondiale qui auront des conséquences importantes pour nous tous.

L'augmentation du nombre de phénomènes météorologiques extrêmes affecte aujourd'hui les infrastructures énergétiques majeures. La fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes a quadruplé au cours des 30 dernières années. Sans mesures décisives d'atténuation et d'adaptation, cette tendance et ses conséquences perdureront. Notre travail montre que les dirigeants de l'énergie en Asie, en Afrique et aux Amériques sont particulièrement préoccupés par le nombre croissant de phénomènes météorologiques extrêmes qui mettent en danger les infrastructures majeures et menacent le développement économique et social.

Une transition énergétique historique est nécessaire. Le secteur de l'énergie est au cœur de la solution et sera essentiel à la réussite de la transition énergétique. Accélérer cette transition nécessite un engagement significatif du secteur de l'énergie et un dialogue plus approfondi entre les dirigeants politiques et industriels pour hiérarchiser et calibrer les actions primordiales pour la longue route après Paris.

La communauté mondiale de l'énergie se réunira lors du Congrès Mondial de l'Énergie à Istanbul en 2016 où nous nous engageons à adopter cette nouvelle frontière. Le Conseil Mondial de l'Énergie appelle les Parties à s'entendre, à Paris, sur un cadre climatique clair, non ambigu et équitable, et sur une détermination du prix du carbone qui permettront au secteur de l'énergie de s'engager dans la nécessaire transition énergétique pour le plus grand bien de tous.

Conseil Français de l'Énergie – comm@wec-france.org